

A l'initiative du Réseau « Siggil Jigéen », les femmes leaders des régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda ont, mercredi dernier à Ziguinchor, fait un certain nombre de recommandations relatives aux préoccupations des populations locales, à l'intention de leurs sœurs députées résidant en Casamance.

Leur souhait est que ces dernières en fassent un « cahier de route », en les portant à l'assemblée nationale pour que des solutions idoines leur soient trouvées.

C'est aussi le vœu de la présidente du Réseau « Siggil Jigéen », Mme Safiétou Diop Fall. Elle a estimé que les femmes élues à l'assemblée nationale doivent réussir leur mission dans cette 12ème législature en cours (la première de la parité) « pour, dit-elle, justifier de la légitimité et de la pertinence de la loi sur la parité, dans le cadre du renforcement de la démocratie et du développement à travers le Parlement ».

Quant aux recommandations que les femmes leaders de la région naturelle de Casamance ont faites à leurs sœurs députés de la région méridionale et qui portent sur les urgences de développement des populations locales, elles concernent d'abord la paix et la sécurité.

Là-dessus, les femmes ont réclamé leur place dans le processus de négociation pour la paix en Casamance. Pour le développement économique et social de la région Sud du pays, elles ont demandé que celle-ci soit dotée d'unités agro-industrielles de taille, capables de développer les richesses que la nature lui a offertes, de procurer des emplois aux jeunes et femmes de tout le Sénégal et de nous rendre autosuffisants en produits locaux et semi-manufacturés.

Elles n'ont pas manqué de demander des rapports de production égalitaires, entre les hommes et les femmes.

Dans le domaine de la santé, les femmes leaders ont insisté sur l'urgence d'affecter, jusque dans les coins les plus reculés du Sud du Sénégal, du personnel qualifié, d'y construire et équiper des centres et cases de santé pour abrégier les souffrances des populations.

Sur un autre chapitre, les femmes qui ont estimé qu'elles ont le droit de maîtriser leur corps et leur fécondité, ont sollicité l'Etat et les collectivités décentralisées à les aider à disposer de toutes les technologies nouvelles dans ce sens.

En matière d'éducation, les recommandations ont porté sur la création de cadres de concertation et de dialogue efficaces, regroupant l'Etat, les syndicats d'enseignants, l'association des parents d'élèves, les élèves et étudiants pour venir à bout des perturbations dans les enseignements. Des infrastructures ont été aussi souhaitées, de même qu'un personnel enseignant qualifié et en nombre suffisant.

Loi sur la parité, état-civil, environnement

Par ailleurs, les femmes leaders de Casamance ont dénoncé la violation de la loi sur la parité et insisté pour que l'Etat puisse se donner les moyens de faire appliquer et respecter la loi partout au Sénégal.

Source: fr.allafrica.com